

Doc 1

3 Société libérale ou collective ?

L'ampleur des consommations collectives est un choix de société de grande importance. On pourrait imaginer une société dans laquelle ces consommations collectives seraient réduites au strict minimum, les biens collectifs. Hormis ces services indivisibles par nature, tout le reste serait marchand, y compris l'école. Les charges collectives, impôts ou cotisations sociales, seraient réduites au minimum, le pouvoir d'achat moyen serait augmenté, chacun aurait le libre choix de ses dépenses. Mais en contrepartie, les inégalités de revenus reviendraient à exclure de certaines consommations des couches plus ou moins importantes de la population. On aura reconnu la société libérale : à chacun selon ses moyens.

À l'opposé, on peut imaginer une société où la plupart des besoins de base pourraient être satisfaits par des consommations collectives : école bien sûr mais aussi logement, repas grâce à des cantines populaires. Dans ce type de société, fortement collectivisée, les revenus primaires sont relativement faibles. Mais, en contrepartie, toute la population est assurée de disposer des services ou des biens financés par la collectivité. La liberté de chacun de décider par lui-même de l'affectation de son revenu en est atténuée au profit d'une plus grande solidarité. À chacun selon ses besoins : on aura reconnu la société socialiste.

Denis Clerc, *Déchiffrer l'économie*, La Découverte, Paris, 2002.

Doc 2

Doc 9 L'impact de la redistribution en 1999

Revenus mensuels, hors patrimoine (en euros)	Revenu déclaré par ménage ¹	Revenu disponible par ménage ²	Revenu déclaré par unité de consommation ³
10 % ont moins de	609	763	447
20 % ont moins de	924	999	656
30 % ont moins de	1 175	1 221	824
40 % ont moins de	1 435	1 462	975
50 % ont moins de	1 719	1 720	1 132
60 % ont moins de	2 054	2 000	1 306
70 % ont moins de	2 447	2 332	1 511
80 % ont moins de	2 980	2 764	1 797
90 % ont moins de	3 887	3 480	2 304
Rapport D9/D1	6,4	4,6	5,2

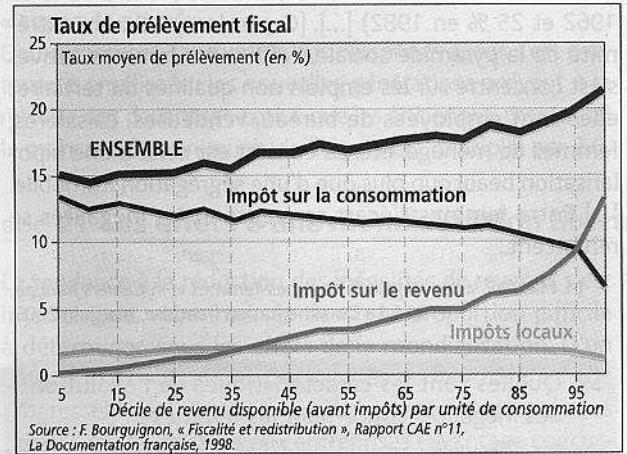
1. Revenu déclaré au fisc.

2. Après impôts et prestations sociales.

3. La notion d'unité de consommation (uc) permet de comparer les revenus de ménage de taille différente : on compte une uc pour le premier adulte, 0,5 uc pour chaque autre membre du ménage de 14 ans et plus et 0,3 uc pour chaque enfant de moins de 14 ans.

Enquête revenus fiscaux, 1996-1999, INSEE-DGI.

Doc3



Doc 4

DOC. F Les partisans de la redistribution

Le courant, que nous qualifierons par commodité de keynésien, considère que la part consommée du revenu étant d'autant plus élevée que le revenu est bas, réduire les inégalités et donc accroître les revenus les plus faibles permet de soutenir la consommation et l'activité (partager le gâteau en augmente la taille). Par ailleurs, l'accroissement de la pression fiscale sur l'agent peut le conduire à accroître son activité (travailler et produire plus) pour maintenir son revenu disponible (effet revenu). Quant à la hausse des coûts salariaux liée aux cotisations, elle peut être neutralisée par des gains de productivité auxquels des individus mieux rémunérés et confiants seront d'autant plus incités. Des efforts de compétitivité-qualité peuvent aussi permettre de vendre des produits plus chers. Enfin, une cohésion sociale renforcée, la paix civile, etc., générées par des politiques de redistribution efficaces sont des atouts dans la compétitivité mondiale.

Magnard, 2004.

Doc5

Les critiques libérales

La plupart des économistes libéraux ont sévèrement critiqué les prélèvements (impôts mais aussi cotisations). Ils en dénoncent les effets pervers : désincitation au travail et à la production ; freinage de la demande ; effet d'éviction* induit par les emprunts publics [...] ; moindre compétitivité-prix (en raison des charges sociales) ; fuite des capitaux (dont délocalisations) et émigration des travailleurs les plus compétents.

Le courant libéral dénonce aussi la distribution de revenus de transfert : celle-ci, réduisant le coût de l'inactivité incite ceux qui en bénéficient à la paresse et à l'oisiveté.

Les allocations chômage permettent aux chômeurs de retarder leur retour sur le marché du travail et la recherche d'un emploi tout en se montrant plus exigeant face aux propositions d'embauche. Enfin, du fait de la protection accordée aux individus, ils se montreront moins soucieux des risques auxquels ils s'exposent.

S. D'Agostino et G. Trombert, « Redistribution des revenus », in *Cahiers français*, n° 279, La Documentation française, janv.-févr. 1997.

* Réduction des possibilités d'emprunt et augmentation des taux d'intérêt pour les investisseurs privés.